

Une géohistoire populaire de Nantes

Christophe Batardy

Recensé : Alain Croix, Thierry Guidet, Gwenaël Guillaume et Didier Guyvarc’h, *Histoire populaire de Nantes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017, 480 p.

Un livre retraçant l’histoire populaire de Nantes explore des lieux et des édifices autres que ceux généralement retenus dans les ouvrages d’histoire locale. Au fil des pages, le regard décentré dessine une géohistoire populaire de Nantes, mise ici en relief par la cartographie de Christophe Batardy.

Comme le rappellent les auteurs en introduction, rares sont les travaux d’historiens qui tentent d’écrire une histoire populaire. Howard Zinn en 1999 ouvre la voie avec son ouvrage, *Une histoire populaire des États-Unis*¹, suivi en France par Michelle Zancarini-Fournel² et plus récemment encore Gérard Noiriel³. L’*Histoire populaire de Nantes* constitue la première tentative d’écriture d’une histoire locale du populaire, du « silence du grand nombre » pour reprendre une formule d’Arlette Farge⁴.

Les auteurs proposent ainsi de faire « sortir le peuple de la nuit des temps » (titre du premier chapitre). Ils considèrent néanmoins qu’il ne s’agit pas pour autant d’une contre-histoire de Nantes mais plutôt d’« une autre manière d’interroger l’histoire », refusant toute démarche « populiste » qui ferait du peuple « un acteur idéal de l’histoire ». Dans l’ouvrage, celui-ci est d’ailleurs considéré de manière différente selon les périodes. Jusqu’au XIX^e siècle il s’agit de la population dont le sort dépend d’acteurs sociaux qui constituent une élite politique et économique. À partir du XIX^e siècle, c’est une définition plus politique qui est retenue, celle du Nantais Ange Guépin – témoin et acteur des journées révolutionnaires de juillet 1830 – qui considère qu’il y a « désormais un peuple en France, mais plus de populace ». La Révolution française est passée par là avec l’apprentissage de la politique. Le peuple tente d’être acteur de son Histoire.

L’ouvrage est découpé en vingt-quatre chapitres, auxquels s’ajoutent une annexe chronologique (« Le temps du peuple ») et deux chapitres de conclusion dont l’un, « L’atelier de l’historien », décrit utilement la démarche des auteurs, dans un souci de transparence – même si on pourra regretter la quasi-absence d’appareil bibliographique, qui rend difficile l’accès aux travaux mobilisés. Comment les auteurs sont-ils parvenus à rendre compte des différentes incarnations du peuple à chaque période ? Et que produit cette histoire par le bas en matière de découpage chronologique et de regard porté sur le patrimoine local ? Ce sont ces deux questionnements qui ont guidé la lecture de l’ouvrage.

¹ H. Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis, de 1492 à nos jours*, Marseille, Agone, 2002.

² M. Zancarini-Fournel, *Les Luites et les rêves. Une histoire populaire de la France, de 1685 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2016.

³ G. Noiriel, *Une histoire populaire de la France. De la guerre de Cent Ans à nos jours*, Marseille, Agone, 2018.

⁴ A. Farge, *Vies oubliées. Au cœur du XVIII^e siècle*, Paris, La Découverte, 2019.

Avant le XIX^e siècle : le peuple et les élites

À la Renaissance sont mises en place une administration municipale et une gestion des archives qui rend possible pour la première fois un comptage des « pauvres », c'est-à-dire ceux qui n'ont pas de biens et peuvent à tout moment tomber dans la mendicité. Si au milieu du XIV^e siècle, 5 à 8 % des 20 000 habitants sont mendiants, ceux susceptibles de rejoindre cette classe représentent la moitié de la population. Parallèlement, la charité dépend de moins en moins de l'Église et de plus en plus de la bourgeoisie, qui s'est arrogé la gestion municipale, souhaitant éviter les troubles engendrés par cette pauvreté sans pour autant faire participer le peuple à la vie locale. Les auteurs récusent à ce propos les affirmations des historiens nantais Olivier Pétré-Grenouilleau et Guy Saupin, selon lesquelles le vote pour les maires et échevins en 1598 aurait produit une ouverture politique par l'intégration des habitants (p. 61).

L'ouvrage ne comporte pas de carte, qui aurait permis au lecteur de situer le quartier du Marchix, ou la rue de la Casserie (première rue mentionnée p. 54) et le quartier Saint-Léonard (p. 60), seul quartier pauvre situé dans l'enceinte de Nantes au XVII^e siècle, les autres quartiers populaires étant alors situés dans les faubourgs (Saint-Nicolas, Saint-Jacques). Dès le XVIII^e siècle se dessine une géographie ouvrière avec ses milliers d'ouvriers habitant les mêmes quartiers, préfigurant déjà les concentrations de la révolution industrielle. Les indienneurs (ouvriers fabricants les « indiennes », ces étoffes peintes ou imprimées) résident dans les îles de la Loire et dans les faubourgs du sud (Pirmil et Saint-Jacques), alors que les tisserands habitent dans le quartier du Marchix et de Saint-Clément, et les travailleurs des chantiers près de la rue de la Fosse.

Un comptage des occurrences des toponymes permet de proposer une cartographie (figure 1) des lieux et des édifices qui participent de cette histoire populaire. Pour la période précédant le XIX^e siècle, le Sanitat⁵ – dédié aux contagieux – et l'Hôtel Dieu qui accueille les indigents sont ainsi les lieux les plus cités dans l'ouvrage. *A contrario*, il n'est question du château des Ducs de Bretagne qu'à cinq reprises. Cette histoire populaire fait ainsi émerger de nouveaux lieux, différents de ceux qui sont aujourd'hui les plus connus, en proposant de les inclure dans le patrimoine local. Une nouvelle géographie patrimoniale se dessine.

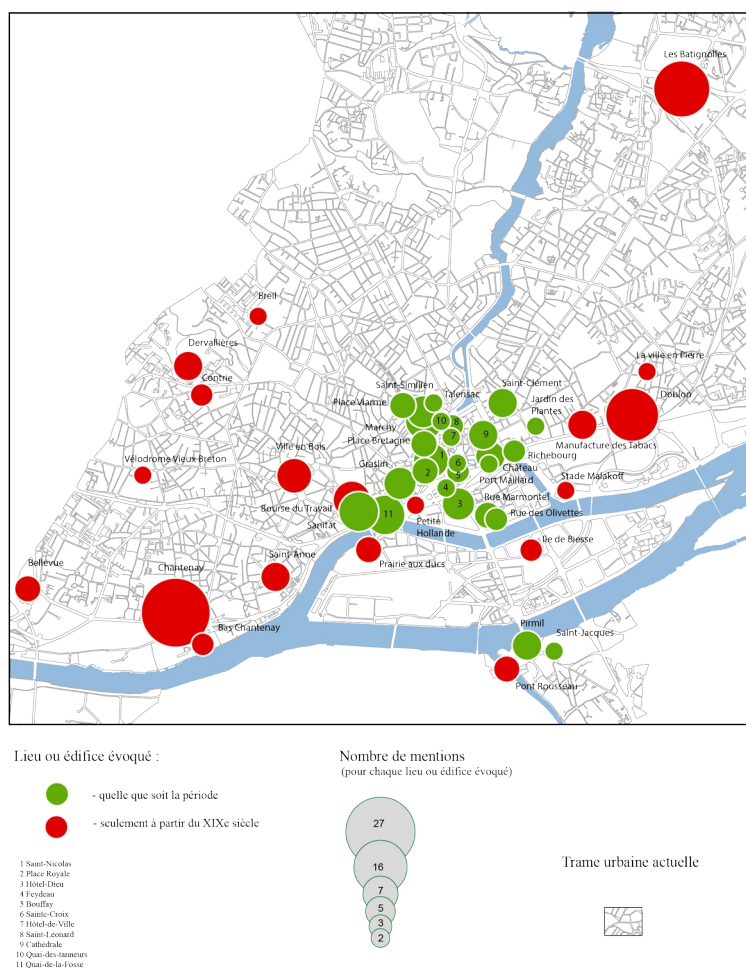
La chronologie propose également un autre regard. La date de 1532 est mise en exergue non pas tant parce qu'elle correspond, pour l'histoire de la monarchie et la mémoire régionale, à la date du rattachement de la Bretagne au royaume de France et à l'entrée de François 1^{er} dans la ville, mais parce que la ville de Nantes connaît alors la « pire famine » de son histoire (p. 49).

La question de l'autre, de l'étranger, de celui qui est considéré comme extérieur à la ville par la majorité des habitants même s'il y réside, est ici questionnée. En 1572 pour la Saint Barthélémy, il n'y a déjà plus de protestants dans la ville, raison pour laquelle il n'y a pas de massacre à Nantes. En revanche en 1622, 700 personnes sont capturées lors des affrontements entre troupes royales et armée protestante et sont entassées au Sanitat, puis massacrées (p. 81). En 1636 et 1637 des émeutiers s'en prennent à des Portugais qu'ils accusent d'être des juifs convertis.

Les auteurs reviennent aussi sur les mythes qui entourent certaines personnalités de l'histoire nantaise. C'est le cas de Petitpierre, célèbre indienneur, dont l'histoire ne retient habituellement que les indiennes sortant de sa manufacture, et dont les auteurs soulignent son rôle dans l'exploitation économique des classes populaires locales (p. 113). De la même façon Gérard Mellier – maire de Nantes de 1720 à 1729 – n'est pas selon eux le grand maire vanté dans l'histoire de Nantes. Bon nombre de ses interventions témoignent de son rejet des classes populaires considérées comme dangereuses, au point d'envisager l'expulsion des vagabonds vers Terre-Neuve.

⁵ En 1572, la ville acquiert à l'extérieur de l'enceinte la tenue de l'Asnerie pour y loger les contagieux et les pestiférés dans un hôpital général appelé le Sanitat. Il ne reste rien des bâtiments. À cet emplacement s'élève actuellement l'église du Notre-Dame-de-Bon-Port, construite en 1852.

Figure 1. Occurrences des lieux cités dans *Histoire populaire de Nantes*



Cartographie : Christophe Batardy – CNRS-ESO Nantes. D’après A. Croix, T. Guidet, G. Guillaume et D. Guyvarc’h, *Histoire populaire de Nantes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.

XIX^e et XX^e siècle : le peuple et la politique

Les auteurs soulignent que le XIX^e siècle est aussi sans pitié pour les pauvres, le vol d’un mouchoir pouvant donner lieu à une condamnation à trois mois de prison en 1835. Le bureau de bienfaisance de la ville secourt ainsi jusqu’à 20 000 indigents aux alentours des années 1846-1849, soit le quart de la population nantaise (p. 204). Les inégalités sociales sont telles qu’un ouvrier d’une conserverie ne peut pas s’acheter une boîte de sardines avec le salaire d’une journée. La différence avec l’Ancien Régime est que l’on ne meurt plus de faim. Au XIX^e siècle, le choléra sévit aussi de manière récurrente en raison de la mauvaise qualité de l’eau distribuée et de la pollution de l’Erdre, utilisée comme dépotoir. Mais les inégalités sont fortes entre classes sociales : si la mortalité infantile est de 9 % en centre-ville, elle atteint 50 % rue des Olivettes ou rue des Fumiers (actuel rue Marmontel) aux alentours de 1830. Au même moment, près de 600 prostituées logent dans une trentaine de rues, dont la rue d’Ancin, celle des Trois-Matelots et la rue des Marins.

À partir du XIX^e siècle, la ville s’étend avec la révolution industrielle. En 1908, les communes de Chantenay et de Doulon sont annexées à Nantes, qui gagne alors 30 000 habitants, dont deux tiers d’ouvriers. Même si ces deux quartiers populaires sont les lieux le plus souvent cités dans l’ouvrage (figure 1), les auteurs n’évoquent pas les conséquences politiques de ces annexions. Nantes, en effet, à la différence de la plupart des grandes villes françaises, ne verra pas l’apparition d’une

« banlieue rouge », bastion du communisme municipal, qu'auraient pu former Chantenay et Doulon si elles étaient restées indépendantes.

Selon les auteurs, il n'existe pas vraiment de ségrégation spatiale en centre-ville au XIX^e siècle. Aucune rue n'y est exclusivement bourgeoise en raison d'une mixité verticale, à l'instar du Temple du Goût dans le quartier du Bouffay (p. 215). Les différences s'observent alors à d'autres échelles avec la concentration de poches de pauvreté dans les cours. Cette mixité relative ne conduit pas néanmoins à un espace public totalement partagé. En 1829, le Jardin des Plantes est certes ouvert au public, mais seulement en semaine, et reste fermé les dimanches et jours fériés, c'est-à-dire pour ceux qui travaillent. C'est dans les années 1920 et 1930 que des « modes d'habitat séparant plus spatialement les classes sociales émergent ». Dans la presse, le quai de la Fosse, la rue de l'Hermitage, la rue Barbin ou le quartier du Marchix sont des quartiers qualifiés de « lèpre », « cancer », « fièvre ».

Au XX^e siècle, les zones à urbaniser en priorité (ZUP) sont construites dans Nantes et non pas en périphérie, une spécificité locale en matière d'habitat social : les premières s'élèvent aux Dervallières, à Bellevue (à cheval sur Nantes et Saint-Herblain) et au Breil-Malville. La dernière est construite à Malakoff et à côté de ces ZUP d'autres quartiers d'habitat social sortent de terre : le Pin-Sec accueille alors les expulsés du Marchix (Marchy), qui disparaît en tant que quartier populaire dans les années 1970. La création de ces quartiers populaires – appelés par la suite « quartiers », invisibilisant ainsi le mot peuple à partir des années 1960 – contraste donc avec la plus faible ségrégation spatiale du XIX^e siècle.

C'est aussi dès les années 1960 que débute la désindustrialisation de la ville. La Biscuiterie Nantaise quitte Nantes pour s'implanter à Vertou en 1963, la Manufacture des tabacs et Brissonneau pour Carquefou en 1964 et 1967, et Lefèvre-Utile pour la Haye-Fouassière en 1988. Le 3 octobre 1986 a lieu le lancement du dernier bateau à Nantes, le Bougainville, actant la fin de plusieurs siècles d'activité navale au cœur de la ville.

Une conception différente du populaire d'un siècle à l'autre

L'ouvrage déconstruit aussi pour cette période certains mythes. C'est le cas avec le Pont-Transbordeur, construit en 1903, véritable incarnation d'un monde perdu pour de nombreux Nantais, d'un rapport ouvrier à la Loire, alors qu'il était aussi un véritable lieu de ségrégation sociale : les ouvriers et les cadres ne se mélangeaient pas en traversant le fleuve. Mais si la notion de peuple est clairement identifiée avant le XIX^e siècle, la définition est plus floue pour le XX^e siècle : l'ouvrier incarne quasiment à lui seul le peuple, et l'usine des Batignolles apparaît comme une véritable butte témoin de l'histoire ouvrière nantaise entre 1920 et les années 1980. Paradoxalement, certains traits de la ville ouvrière restent dans l'ombre ; ainsi les parcours des manifestations – qui avaient l'autorisation de se terminer aux grilles de la Préfecture jusque dans les années 1990 – ne sont pas étudiés.

Finalement, les auteurs parviennent plus difficilement, pour la seconde moitié du XX^e siècle du moins, à aborder la question du peuple à travers un prisme social, comme ils l'avaient fait jusqu'au XIX^e. Considérant le phénomène de l'abstention lors des élections, ils soulignent, reprenant les propos du politiste Goulven Boudic, qu'elle produit un « cercle vicieux où l'auto-expulsion politique vient alimenter l'exclusion sociale et inversement » (p. 435). C'est une vision sans doute réductrice de la politisation et de l'engagement, qui peut aussi prendre d'autres formes, comme l'engagement associatif. Attaché à une lecture électoraliste, le regard des auteurs reste trop institutionnel, à la recherche des rares périodes où identité politique et sociale ont pu en partie se confondre, comme en 1977 avec la victoire de l'Union de la gauche aux municipales, et l'entrée au conseil municipal de quelques ouvriers et employés (p. 430) à une époque il est vrai où les slogans « Changer la vie » ou « Vivre mieux », portés par le PS et le PCF, représentaient un espoir pour une partie du peuple – l'espoir d'un « droit à la ville » (chap. 24). Un espoir qui semble ne plus être

partagé par une partie du peuple, dorénavant « coupé en deux » (p. 450) entre des fractions précaires et des travailleurs plutôt bien intégrés « tentés de considérer les premiers comme des assistés ». À cet égard, les émeutes de 2005, révélatrices des fractures politiques, sociales mais aussi urbaines, sont peu questionnées.

Tout au long de l'ouvrage, l'attention portée au peuple et aux lieux attachés à son histoire dessine une géohistoire populaire de Nantes plus périphérique que celle dont il est habituellement question. La cartographie des lieux cités (figure 1) dessine un centre historique finalement plus vaste que celui proposé aux touristes.

Christophe Batardy est ingénieur au ministère de la Culture. Il est actuellement mis à disposition au CNRS en tant que spécialiste d'analyses cartographiques et statistiques au sein du laboratoire AOROC à l'ENS-Ulm, après avoir été au laboratoire ESO de Nantes. Il est également docteur en histoire. Sa thèse a été publiée aux Presses universitaires de Bordeaux en juin 2021 : *Le Programme commun de la gauche 1972-1977. C'était le temps des Programmes*.

Pour citer cet article :

Christophe Batardy, « Une géohistoire populaire de Nantes », *Métropolitiques*, 30 septembre 2021.
URL : <https://metropolitiques.eu/Une-geohistoire-populaire-de-Nantes.html>.